

GUERRE D'ALGÉRIE 50 ANS APRÈS, QU'EN RESTE-T-IL EN FRANCE ? (5/5)



En 2002, Hélène Cohen découvre que son père, en 1962, a perdu six proches enlevés à Oran. De son enquête, elle a tiré un film intime sur une famille juive dans la guerre d'indépendance.

Disparus sous le secret

Par CORINNE BENSIMON

Cheveux courts, sourire juvénile, Hélène Cohen nous reçoit par un après-midi gris d'hiver parisien, à des années-lumière de l'Oranais où elle est née, en 1961, et à 800 kilomètres du cimetière de Perpignan où elle est entrée, brutalement, dans l'histoire. La sienne, celle de sa famille, celle de la guerre d'Algérie et de ses non-dits, de ses mal-dits, de ses tabous, de ses secrets «*qui tuent*», dit-elle posément.

Une assiette de croquants aux amandes et un café servis sur la nappe fleurie, elle raconte. C'était il y a dix ans, en juin 2002, lors de l'enterrement de son père, Joseph Cohen, que tout le monde appelait Jojo, mort d'un cancer à 66 ans. Il y a là, à sa grande surprise, beaucoup de visages inconnus : toute une famille paternelle qu'elle n'a jamais vue. Des tantes, des cousins et aussi des amis de son père. Tous évoquent un homme gai, insouciant. «*Mon père était secret, silencieux*, dit Hélène. *C'était comme si ces gens parlaient de quelqu'un d'autre, c'était incompréhensible.*» Incompréhensible, comme l'épithète gravée dans le marbre gris, à la droite du nom du défunt : «*À la mémoire de*

Mimoun Cohen, son père, Yvonne Cohen, sa mère, Colette Sicsic, sa sœur, Jean-Jacques Sicsic, son beau-frère, disparus en juin 1962 en Algérie. » Choc. «*J'ignorais que mon père avait une sœur nommée Colette, nous dit Hélène. Quant à mes grands-parents paternels, on n'en parlait pas. Pour moi, ils étaient morts de vieillesse en Algérie. J'apprends qu'ils ont "disparu". Et je devine que ce drame a transfiguré mon père, que j'ai vécu à côté d'un fantôme.*»

En faisant inscrire le nom des disparus, «*ma mère a enfin autorisé les questions sur leur histoire*», taboue, dit Hélène. Elle découvrira bientôt qu'à la «*disparition*» des quatre membres de la famille paternelle, s'ajoutent celles d'un ami et de son neveu. Six parents et proches se

«L'OAS a fait beaucoup de mal», martelle Suzette. «Ne parlons pas des OAS, ce sont les fellaghas qui les ont pris!» coupe Renée. «Non, ce sont des petits voyous, des bandes incontrôlées», dit la mère d'Hélène.

sont évanouis en deux jours, les 28 et 29 juin 1962, les uns étant partis à la recherche des autres.

«*Mais qu'est-ce que ça veut dire, disparus ?*» C'est sur cette question, posée en voix off par Hélène Cohen au-dessus de la tombe de son père, que s'ouvre *Algérie 1962, l'été où ma famille a disparu*, un documentaire de 90 minutes qu'elle a

réalisé, coproduit par France Télévisions et 13 production. Hélène est comédienne et scénariste pour la télé. «*Je voulais comprendre pourquoi ces disparitions, à quelques jours de l'indépendance de l'Algérie, et pourquoi le silence de mon père. Je désirais aussi retrouver cette famille là où elle vivait encore : dans les souvenirs.*»

Une amnésie familiale

Avec la caméra pour témoin, Hélène est partie à la recherche de ces proches aperçus au cimetière, ces «*Inconnus*» qui vivent à Lyon, Hyères, Cannes. Elle a aussi interrogé les livres sur la guerre d'Algérie, et les archives françaises. Achevé en septembre dernier, présenté dans quelques festivals en attendant sa

programmation sur France 3, son film est le tout premier consacré à l'histoire de Français disparus en Algérie. Sensible et sans emphase, il révèle une famille juive oranaise, tombée en porte-à-faux avec l'histoire, qui exhume sans colère ses questions enterrées vives.

Hélène a dû se faire violence pour affronter, à 40 ans, ce passé tu. Arrivée en France, à Perpignan, à 2 ans, elle a eu longtemps ce vague «*sentiment de honte d'être du mauvais côté, celui des Pieds-*

noirs. Ce n'est pas un rôle facile à assumer, dit-elle. Le tribut payé par les Algériens est si lourd. Alors, c'est l'extrême droite qui a occupé le terrain laissé libre par la gauche, celui de la souffrance des Français d'Algérie, et particulièrement la question des 2000 à 3000 Européens qui ont disparu, pour la plupart après les accords d'Évian.» Hélène dit «*disparus*», elle n'aime pas le terme d'«*enlèvement*» qui accuse, sans preuve. Et ça la met «*mal à l'aise*» d'ouvrir les ouvrages, «*souvent haineux*», qui s'y sont intéressés, tel celui du capitaine Leclair où elle découvre, ébahie, les noms des siens.

Et puis, elle est «*plutôt du genre à aller de l'avant, pas du tout dans le passé, ni dans la plainte*». Elle sait maintenant pourquoi, confie-t-elle dans un éclat de rire lumineux : «*C'est un symptôme de ce mal familial.*» Elle en avait un autre, de «*symptôme*» : l'amnésie pour tout ce qui touche à la guerre d'Algérie. «*C'est la raison pour laquelle j'ai enregistré mes entretiens, je me méfiais de ma mémoire.*

Le projet du film est venu après. » Et de rencontre en rencontre avec Suzette, Danielle, Juliette, Renée, Robert, Gilbert, Yvonne, septuagénaires et plus, la mémoire vive, l'accent léger, les photos surgissent, films en Super 8, vieilles bandes magnétiques ; elle découvre les visages des disparus, leur voix, leur histoire et ses ombres irréductibles.

1962, Beni Saf. Un port de pêche sur la côte algérienne, à une centaine de kilomètres à l'ouest d'Oran. «*Une ville dirigée depuis 1930 par monsieur Gonzales. Le premier maire socialiste d'Algérie*», a entendu dire Hélène dans la famille de sa mère. On y accueille des républicains espagnols, et aussi des Espagnols tout court, misérables, comme les parents de sa mère, précisément. Ils viennent travailler dans les mines de fer, on leur offre une maison dans les corons tout neufs. Beni Saf a sa rue Moscou, et son boulevard Jean-Jaurès, où la famille Cohen tient La Gazelle, un bazar ouvert par Mimoun, le père de Jojo, né en 1900, et son grand frère David.

Leur père, rabbin devenu français en 1870 suite au décret Crémieux naturalisant les «*juifs indigènes*» d'Algérie comme disait l'administration coloniale, était mort pauvre, leur laissant la charge de leur mère, leur sœur et leurs quatre jeunes frères. Toute la fratrie travaillera à La Gazelle, tous habiteront dans la «*maison Cohen*», un immeuble de quatre étages. Tous parlent français, bien sûr, et arabe, la langue maternelle de leurs parents. C'est naturel, comme



Sur la plage de Beni Saf, en 1962. 1^{re} et 3^e photos, de g. à dr. : Mimoun Cohen, sa fille aînée Colette et ses enfants, sa femme Yvonne, sa fille cadette Régine. 2^e et 4^e photos : Colette. 5^e photo : son mari, Jean-Jacques. Mimoun, Yvonne, Jean-Jacques et Colette ont disparu quelques mois plus tard. PHOTOS DR

les repas de famille lors des fêtes juives. Comme ce «couscous du vendredi» que prépare chaque semaine Yvonne Cohen, la mère de Joÿ, et dont elle confie la surveillance à sa belle-sœur en ce matin du 29 juin 1962 où elle s'engouffre dans la DS familiale, à la recherche éperdue de son gendre, Jean-Jacques, et de son ami Milo.

Un été de chaos

Les deux hommes, 38 et 39 ans, sont partis la veille à Oran, «se renseigner sur les bateaux pour la France», dit un cousin. Le soir tombe, pas de nouvelle, angoisse mortelle. Après une nuit blanche, Yvonne, 52 ans, son mari Mimoun, 62 ans, leur fille Colette, 28 ans, et le ne-

veu de Milo, Jean-Louis Levy, 24 ans, passent à la wilaya prendre un laissez-passer du FLN pour entrer dans ce qu'on appelait à l'époque «le village nègre», le quartier musulman d'Oran où nul Français ne pénètre alors: Mimoun veut y demander l'aide d'un vieil ami Algérien, «quelqu'un qui connaissait tout le monde». «Ils y sont allés, nous dit Hélène Cohen, parce qu'ils ne se sentaient pas visés par les menaces contre les Européens, sans doute parce qu'ils étaient juifs, ici depuis toujours.» «Victimes de leur naïveté», soupire le cousin Robert, dans le documentaire d'Hélène. Ils «disparaissent». Juin 62. Voilà trois mois que les accords d'Evian ont annoncé le cessez-le-feu, promis la protection des Européens, et

prévu le scrutin d'autodétermination qui se tiendra le 1^{er} juillet. Mais à Oran, ville mi-européenne, mi-arabe, la peur règne dans cet entre-deux de l'Histoire, où l'Algérie n'est plus française mais pas encore algérienne, où l'OAS en perte d'identité enflamme son ultime bastion tandis que les vainqueurs se disputent le pouvoir. Attentats, enlèvements de Français. Chaque jour, des milliers de Pieds-noirs quittent le port d'Oran. Le 5 juillet, la manifestation fêtant l'indépendance tourne à la chasse aux Européens, faisant, estime-t-on, plus de 700 morts. Dans cet été de chaos, les familles des six disparus frappent à toutes les portes. Préfecture, Croix-Rouge, FLN, armée,

presse internationale, consulat de France. Rien, sinon du racket, des mois plus tard. «On reçoit une lettre: "Ils sont détenus dans notre camp, payez, on vous les rend." On était fous de joie. Et puis rien, raconte Danièle, une cousine de Joÿ, devant la caméra. Personne ne s'occupait de nous. De Gaulle s'est débarrassé de l'Algérie. Il faut dire que les Français n'en pouvaient plus de tous ces petits soldats qui mouraient.» Juliette se souvient: «C'est vrai que les Arabes étaient sous-payés, sans lois sociales. Et c'est vrai, la torture: on les entendait hurler dans la colonie de vacances recouverte en caserne. C'est vrai aussi que les Mauresques qui allaient travailler chez les Européens, le FLN les égorgaient, et qu'un Français, dans la ferme d'en face, qui n'avait pas payé l'impôt au FLN, a été assassiné. Vrai encore: un jour, j'ai vu un soldat mitrailler un Arabe qui passait par là parce que son copain avait été descendu. Un cercle vicieux, horrible.»

«Pire que les guerres»

Alors, Hélène interroge: les disparitions étaient-elles ciblées? L'un des six aurait-il pu être de l'OAS? «Impossible, l'OAS, c'était l'extrême droite, l'extrême», lui rétorque, horrifiée, Danièle. En 1962, on se souvient comme si c'était hier du gouvernement de Vichy qui, en 1940, a déchu les juifs d'Algérie de leur nationalité française, les a jetés des écoles et d'à peu près tous les métiers. «Et puis Jean-Jacques, prof d'anglais, était plutôt communiste, pour l'indépendance.» «Il faut dire que l'OAS avait fait beaucoup de mal, ajoute Suzette, une autre cousine, coupée par sa mère, Renée: «Ne parlons pas des OAS, ce sont les fellaghas qui ont pris notre famille, c'est tout!» «Non, ce sont des petits voyous, on appelait ça "les bandes incontrôlées", dit la mère d'Hélène. La fin des guerres, tu sais, c'est pire que les guerres.»

En septembre 1963, Joÿ quitte l'Algérie avec sa femme et ses enfants, le fils et la fille de sa sœur Colette disparue, et sa plus jeune sœur, Régine, qui se suicidera, sept ans plus tard. Des années durant, les familles ont attendu les disparus. Ils ignoraient que, dès juillet 1963, la Croix-Rouge avait conclu à leur décès dans un dossier qu'Hélène Cohen a obtenu du Quai d'Orsay. «Nulle part il n'est question de justice, de vérité», remarque-t-elle. Hélène a un autre regret: ne pas avoir pu filmer en Algérie. Elle en a demandé trois fois l'autorisation, dont deux relayées par des producteurs algériens. En réponse, le silence. ◆



Hélène Cohen, à Paris, en mars. «Je voulais retrouver cette famille là où elle vivait encore: dans les souvenirs.» PHOTO FRÉDÉRIC STUCIN